
Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte
Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris
(Institut historique allemand)
Band 25/3 (1998)

DOI: 10.11588/fr.1998.3.61521

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

Edgar WOLFRUM, Peter FÄSSLER, Reinhard GROHNERT, *Krisenjahre und Aufbruchzeit. Alltag und Politik im französisch besetzten Baden 1945–1949*, München (R. Oldenbourg) 1996, 296 p. (*Nationalsozialismus und Nachkriegszeit in Südwestdeutschland*, 3).

Dans l'ouvrage issu de leur coopération, Wolfrum, Fäßler et Grohnert ont tenté de comprendre l'écart entre l'évaluation historique de la politique menée par le Gouvernement militaire français dans le Pays de Bade et la perception de cette occupation par la population locale. Les travaux historiques récents ont considérablement corrigé l'image d'une politique française d'exploitation dans sa zone d'occupation en Allemagne. Ils ont mis en lumière le réel souci de démocratisation et de réforme qui guida le Gouvernement militaire de Baden-Baden. Pourtant les témoignages de l'époque attestent des réactions très négatives de la population badoise rendant l'occupant responsable de sa misère quotidienne. Les trois auteurs se proposent également de circonscrire la spécificité de la politique française d'occupation dans le Bade.

Une première partie retrace la préhistoire de l'occupation. Wolfrum et Grohnert relatent les derniers mois de la guerre dans l'Allemagne du sud-ouest, les bombardements alliés, l'entrée de la Première Armée du général de Lattre de Tassigny, l'assaut violent des troupes françaises contre Freudensstadt, la chute de Stuttgart et la prise de Sigmaringen. Wolfrum présente les projets français concernant le traitement de l'Allemagne qui furent élaborés par différentes personnalités de la Résistance au cours même de la guerre. Enfin, Fäßler décrit le passage de la présence des forces françaises à une administration d'occupation structurée, aussi bien à l'échelon de la zone que des régions. Il dresse alors le bilan de la situation dans le Pays de Bade: structure socio-professionnelle et répartition confessionnelle de la population. Il souligne alors l'une des particularités de la zone française, à savoir l'accueil très limité des réfugiés et personnes déplacées venus de l'Est. Dans une deuxième partie, les auteurs analysent le renouveau politique dans le Bade: le rôle fondamental des comités antifascistes et des syndicats dans l'immédiat après-guerre, la mission d'encadrement incombant aux Eglises et la renaissance des partis politiques. Une troisième partie, plus hétérogène, regroupe trois études sur l'épuration, la rééducation par l'enseignement et la politique culturelle. Notons la spécificité de cette «auto-épuration», encouragée par les Français dans leur zone d'occupation. Dans un dernier temps, les auteurs étudient la crise du ravitaillement et des démontages ainsi que différents projets de réforme initiés par l'occupant: réforme économique et gestion de l'entreprise; réforme agraire; tentative d'unification du système complexe et atomisé des caisses d'assurances allemandes.

Les trois auteurs ont apporté à cet ouvrage le fruit considérable de leurs travaux universitaires récents. Aussi n'est-il pas surprenant que la deuxième partie constitue le morceau de choix du recueil. On retiendra la très pertinente analyse des motifs ayant conduit le Gouvernement militaire français à autoriser la constitution de partis politiques dans les différents Länder de la zone. L'explication proposée du choix du moment (plus tardif que dans les trois autres zones) et du processus (reconstitution à l'échelon Land d'abord, avant une implantation locale) est très convaincante. Les Français entendaient à la fois éduquer les Allemands à la démocratie et proposer un contre modèle (décentralisé) au système mis en place par les Soviétiques dans la zone orientale. Les deux grands partis profitèrent des circonstances de l'après-guerre pour afficher leurs particularités. Au lieu de se fondre dans une union régionale (CDU) ou de reformer un parti catholique, les chrétiens-démocrates badois fondèrent le «Badische Christlich-Soziale Volkspartei» (BCSV). Socialistes et communistes tentèrent au même moment de surmonter la division du mouvement ouvrier et de regrouper leurs forces. Les communistes, selon les consignes de Moscou et la pratique en zone soviétique, furent d'abord partisans du front antifasciste puis de la création d'un parti socialiste unifié. En fait, au tournant de 1945/46, furent créés un parti communiste et un parti socialiste (Sozialistische Partei). La dénomination de ce dernier parti témoignait à la fois d'un refus du retour à l'ordre de Weimar (SPD traditionnelle) et de la main tendue aux commu-

nistes. La création presque concomitante des deux partis marqua l'échec des projets initiaux de regroupement.

En comparaison avec la richesse de ces développements, le panorama des plans français concernant l'Allemagne au cours des années 1940–1945 paraît bien schématique. L'organisation de la résistance et les relations entre de Gaulle et les Américains y sont présentées de manière très sommaire. La contribution sur la rééducation, reposant sur une synthèse bibliographique incomplète, néglige l'apport de certaines études récentes.

Malgré ces quelques faiblesses, cet ouvrage collectif a le mérite de traiter de la plupart des aspects de l'occupation et de mettre en exergue les spécificités de la situation badoise. Le lecteur comprend combien l'aggravation du rationnement et de la situation alimentaire deux ans après la fin de la guerre, jointe aux vagues successives de démontages, entama le moral de la population et nourrit cette image négative de l'occupant français. En ces temps de ruines et de misère, comment s'étonner que la reconstitution des partis politiques, les élections et les projets de réformes n'aient guère suscité l'intérêt de l'opinion publique badoise!

Corine DEFRAANCE, Paris

Ulrich MÄHLERT, *Die Freie Deutsche Jugend 1945–1949*, Paderborn (Schöningh) 1995, 386 p. (Sammlung Schöningh zur Geschichte und Gegenwart).

L'ouverture des archives de l'ex-RDA permet de se faire une idée plus précise du rôle du parti, de la qualité des institutions de cet État. La Jeunesse »libre« a été un élément non négligeable dans la stratégie de l'URSS visant à la mise en place de son système hégémonial et la prise du pouvoir par les communistes en zone d'occupation soviétique dès 1945.

De ce fait Mählert corrige l'histoire officielle de la FDJ, celle commanditée par la »Zentralrat« et l'institut pour le marxisme-léninisme, parue en 1982; il donne un éclairage nouveau à la biographie (1971) de Heinz Lippmann sur Erich Honecker, dont il fut l'adjoint de 1945 à 1953 avant sa fuite à l'Ouest, et à celle que Michael Herms consacre à Heinz Lippmann (1996). Son propos s'ordonne en cinq chapitres liés à la périodisation qu'il établit, sur la base de documents d'archives et d'importantes indications bibliographiques, agrémentés d'éléments statistiques et d'un index des noms.

La FDJ relève de la décision des Soviétiques et de l'instrumentation par le parti, de l'orientation de politique étrangère de ceux-là et de son application par celui-ci sous couvert de l'unité allemande; elle s'inscrit dans le processus de »transformation antifasciste et démocratique« des structures politiques, économiques et sociales entre 1945 et 1949. Elle évolue du pluralisme vers le totalitarisme en suivant l'évolution idéologique du KPD/SED lui-même tributaire des directives soviétiques. Elle devient un élément dans la stratégie de la prise du pouvoir par le SED et assoit sa suprématie.

Mählert met en évidence cette évolution et l'interaction sur le plan chronologique, chaque phase (1945–46, 1946–47, 1947, 1948, 1948–49) correspondant à une réorientation de la politique de l'URSS pour assurer sa prédominance en Europe moyenne et de l'Est; il montre ses répercussions sur la prise en main de l'Allemagne moyenne et la mise au pas des partis politiques et de leurs organisations de jeunesse par le SED; enfin il dévoile les conditions de l'instrumentalisation de la Jeunesse par le parti. Créée la même année que le SED (1946), la FDJ se démarque des autres organisations de jeunesse (1947), devient une organisation de masse (1948) et se structure définitivement sur l'ensemble du territoire pour englober tous les domaines de la vie professionnelle et extra-professionnelle et avoir une situation de monopole (1949). L'effondrement du national-socialisme et le vide laissé par la HJ relancent les activités de jeunesse au sein des partis politiques, des syndicats et des Églises et permettent de renouer avec la situation héritée de la République de Weimar. Le KPD toutefois ne recrée